L'HUMANITÉ rouge

Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

1F L'Humanité Rouge B.P. 365-02 ; Paris R.P. C.C.P. 30 226-72 ; LA SOURCE

JOURNAL COMMUNISTE POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

4e ANNEE JEUDI 17 FÉVRIER 1972 N° 135

NIXON DE DEFAITE EN DEFAITE

Acculé de toutes parts, enferré dans des contradictions intérieures et extérieures insolubles, Nixon, le représentant en titre de l'impérialisme américain, a demandé voici quelques temps à être reçu en Chine. Quel bouleversement et quel signe des temps ! L'impérialisme américain qui a toujours nié l'existence de la République Populaire de Chine, qui a envisagé à plusieurs reprises sa destruction, qui maintient toute une ceinture de bases agressives autour d'elle et qui occupe même Taïwan, une partie de son territoire, sollicite d'être reçu à Pékin ! Qui l'eut cru voici seulement dix ans ?

Quels sont donc les problèmes si importants que Nixon croit pouvoir résoudre en se rendant en Chine ? Car, bien entendu, il s'agit dans l'esprit de l'administration Nixon d'une manœuvre dont il faut tirer quelque bénéfice. Pris à la gorge, elle cherche à tromper le monde, notamment le peuple américain. Cette manœuvre est déjà en elle-même une défaite.

Dans quelques temps, Nixon mesurera l'étendue de ses illusions ! Ce n'est pas le peuple chinois qui soulagera l'impérialisme américain de ses épines.

En effet, si Nixon se rend en Chine, c'est avant tout pour trouver une solution à sa déroute en Indochine. Grave erreur de l'administration Nixon ! Le gouvernement de la République Populaire de Chine a toujours dit, répété et soutenu que les affaires d'un pays doivent être réglées par ce pays, les affaires des peuples d'Indochine par les peuples indochinois eux-mêmes. Ainsi que l'ont récemment rappelé les représentants authentiques des peuples du Vietnam, du Laos et du Cambodge, si l'impérialisme américain veut la paix, alors il doit retirer totalement ses troupes d'Indochine, il doit cesser d'utiliser la Thaïlande comme base d'agression aérienne, il doit cesser de soutenir les fantoches à sa solde et d'entretenir des mercenaires !

Le soutien du gouvernement de la République Populaire de Chine à cette position n'est nullement équivoque malgré le flot de mensonges déversés depuis quelques mois par toutes les officines contre-révolutionnaires.

La manœuvre de Nixon risque bien de se retourner contre lui car il a fait naître des espoirs dans une partie de l'opinion publique américaine. En effet, le peuple américain est las de la guerre, il est las d'être utilisé comme chair à canon et d'être saigné aux quatre veines pour maintenir partout dans le monde les intérêts sordides d'une poignée de criminels. Le peuple américain veut la paix et il ne peut admettre l'attitude belliciste des dirigeants impérialistes à l'égard de la Chine, notamment à l'heure où une majorité écrasante des pays se prononce pour la restitution à la Chine de ses droits légitimes à l'O.N.U. Et tout laisse à penser que les dirigeants U.S. n'ont pas abandonné leurs objectifs anti-chinois : c'est ainsi que récemment ils ont monté de toutes pièces la théorie de deux Chine ; et celle de une Chine et un Taïwan. Si Nixon veut renoncer à son attitude anti-chinoise, alors il devra renoncer à ces complots contre le peuple chinois. Ce serait une bonne chose. Mais quoiqu'il en soit, le peuple américain n'en sera pas satisfait pour autant. Au contraire, cela ne fera qu'attiser en lui la volonté de cessation immédiate de l'agression américaine en Indochine. Si Nixon acceptait de renoncer à son attitude d'hostilité vis-à-vis de la République Populaire de Chine, alors pourquoi ne renoncerait-il pas à sa politique criminelle en Indochine ? Voilà la question que se poserait le peuple américain tout entier.

Ceci montre à quel point en acceptant la proposition de Nixon de se rendre en Chine, le gouvernement de la République Populaire de Chine a servi la cause de la paix mondiale, celle de la victoire des justes guerres de libération des peuples opprimés.

Quoiqu'il fasse, ni la ruse, ni la force n'empêcheront l'impérialisme américain de courir à sa perte.

Que Nixon rentre les mains vides à Washington et la chute de l'impérialisme américain n'en sera que plus dure et rapide !

SOUTIEN TOTAL AUX MINEURS BRITANNIQUES !

Depuis maintenant sept semaines, les deux cent quatre-vingt mille mineurs britanniques, unis comme les doigts de la main, poursuivent une grève d'une importance historique. Depuis la grève de 1926, c'est là un des plus grands combats de la classe ouvrière britannique.

A l'heure où l'on compte en Grande-Bretagne plus d'un million de chômeurs, les mineurs manifestent avec force leur refus de faire les frais de la crise du capitalisme. Au-delà d'un affrontement entre les mineurs et le gouvernement, il s'agit d'un affrontement entre la classe ouvrière et la bourgeoisie de Grande-Bretagne. Cela explique que le gouvernement ne recule devant aucun moyen pour tenter de briser la grève.

(Suite page 5)

La masse des mineurs s'oppose au déchargement du charbon au port de Glasgow.

La bataille de "l'Humanité Rouge" c'est à nous de la gagner !

3 ans de combat

Le 20 février 1969 paraissait le 1er numéro de « l'Humanité Rouge ». En créant cet organe hebdomadaire les authentiques communistes marxistes-léninistes de France répondaient à un besoin pressant de la classe ouvrière de notre pays : avoir face à la presse pourrie du capital, face à la presse révisionniste des agents de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers, un véritable journal national de classe, un défenseur de la ligne révolutionnaire marxiste-léniniste, un point de ralliement légal du prolétariat révolutionnaire.

Il va de soi que le pouvoir monopoliste pas plus que les dirigeants révisionnistes du P« C »F ne pouvaient tolérer notre existence. Comment, l'Etat des monopoles venait au grand soulagement de Marchais et Cie d'interdire huit mois plus tôt le P.C.M.L.F. (le Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France) en interdisant par voie de conséquence la parution légale de son organe central l'Humanité Nouvelle, et voilà que ouvertement devant les plus larges masses le marxisme-léninisme, la pensée-maotsé-toung continuaient d'être propagés, continuaient d'armer les larges masses ouvrières. Nos lecteurs les plus anciens savent, et nos lecteurs plus récents imaginent aisément, la multitude et la variété des attaques acharnées que notre presse a dû surmonter. Procès d'opinion, arrestation de nos militants, infiltrations de policiers et d'agents révisionnistes dans nos comités de diffusion, agression contre notre siège... sans compter la hargne destructrice de l'esprit petit-bourgeois lorsque « l'Humanité Rouge » eut cessé d'être à la « mode » dans les facultés.

Et pourtant 3 ans après sa naissance, « l'Humanité Rouge » non seulement vit encore, ce qui est en soi une grande victoire, mais encore et surtout elle est de plus en plus populaire dans les masses ouvrières, elle est de plus en plus reconnue comme le vivant porte-parole des masses opprimées, comme l'inlassable propagateur des idées révolutionnaires du prolétariat.

Dans cette voie, camarades et amis, nous vaincrons à coup sûr ! Les victoires remportées jusqu'à présent, sont vos victoires. Les victoires de l'esprit de classe prolétarien, celles que seul le courage et les sacrifices de milliers d'ouvriers peuvent construire. Car si nous paraissons c'est en grande partie parce que nos lecteurs ont su prendre en main la vie de notre journal par le soutien politique, financier et rédactionnel.

Certes, ce soutien comme nous le répétons chaque semaine doit absolument s'intensifier notamment par la multiplication rapide du nombre de nos lecteurs, par l'augmentation sensible de notre diffusion.

Mais c'est là un phénomène inéluctable lié au développement de la lutte intense de la classe ouvrière contre la bourgeoisie capitaliste et ses valets, une manifestation inévitable de la montée du mouvement révolutionnaire des masses.

QUE LA DIFFUSION DE NOTRE JOURNAL DANS LA CLASSE OUVRIERE SE MULTIPLIE !

QUE LE SOUTIEN A « L'HUMANITE ROUGE » SE RENFORCE !

RESSERONS NOS RANGS AUTOUR DE NOTRE PRESSE !

QUE VIVE « L'HUMANITE ROUGE » AUTHENTIQUE REPRESENTANT DE L'IDEOLOGIE ET DE LA POLITIQUE DU PROLETARIAT REVOLUTIONNAIRE !

MEETINGS organisés par l'Humanité Rouge

sur les mots d'ordre :

CLASSE CONTRE CLASSE !
UNITE A LA BASE ET DANS L'ACTION !

Contre l'aggravation des conditions de vie et de travail

Le 3 Mars à MARSEILLE et TOULOUSE

APPEL :

A l'approche du 8 mars, journée internationale des femmes, « l'Humanité Rouge » appelle toutes les femmes, ouvrières en tête, à s'emparer de leur plume pour écrire des articles ou des lettres décrivant leur exploitation, leurs revendications, leurs luttes, leurs victoires.

MARCHAIS : "De la Chine" : ce livre doit être caché aux ouvriers !

Bien que je ne sois pas ouvrier, mais travailleur intellectuel, je réponds à votre appel de correspondant paru dans H.R. du 27-1-72.

Tout d'abord un fait insignifiant au premier abord mais qui à la réflexion prend une importance idéologique considérable, voici :

En septembre 1971, paraissait dans le journal « Le Monde » dans la rubrique « correspondance » une lettre de M. Philippe Sollers dénonçant la censure effectuée par le Parti communiste français (le révisionniste) à propos du livre de Maria - Antonietta Macciocchi « **De la Chine** », à la fête de « l'Humanité ». M. Philippe Sollers devait bien être renseigné puisqu'il est lié à la maison d'édition « Le Seuil » qui édite la revue « Tel Quel » qu'il dirige, ainsi que le fameux « De la Chine » en question.

Jusque là on pouvait reprocher aux autorités responsables de cette manifestation d'être des censeurs sans scrupule, mais voici la suite : lisant par hasard « La nouvelle critique » du mois de septembre 1971 quelle ne fut pas ma perplexité en y voyant figurer une publicité pour ce fameux livre sur 1/4 de feuille, bien en vue.

Il faut dire pour expliquer cette stupéfaction qu'en septembre 1971 je n'avais pas encore pris conscience de la trahison de la lutte de classe du parti communiste. C'est en lisant votre journal que la lumière s'est faite sur ce fait inexplicable auparavant pour moi.

La clique des dirigeants avait jugé indésirable « De la Chine » de Macciochi à cette grande fête populaire et démocratique parce qu'il pouvait « contaminer » les travailleurs, parce qu'il aurait pu infirmer leurs perfides calomnies sur la Chine Populaire, parce qu'il était une dénonciation de leur attitude révisionniste.

La démagogie suivante consiste à laisser croire aux intellectuels qu'il n'y a pas de censure puisqu'on leur parle du livre, qu'on en tolère la publicité dans l'organe intellectuel du parti en même temps.

Il y a là deux poids, deux mesures qui me semblent dépeindre assez bien dans quelle ignorance on cherche à tenir les travailleurs, en jugeant qu'ils ne sont pas aptes à juger eux-mêmes de leurs intérêts. Ou plutôt si, on en a peur !

A bas le parti de la trahison et du mensonge !

Continuons le combat !

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Souscription de la semaine précédente (n° 134)

	Francs
M.G.	10
Cercle Memet Shehu	7
M.D.	4
H.S.	100
Pour le juste combat de H.R. - S.P.	20
H.R. vaincra - Une enseignante	10
Des marxistes-léninistes de l'Est	200
B.J.	10
Un éducateur	20
Soutien à H.R. - C.V.	50
Des anciens résistants (février)	25
Un étudiant	17
Le marxisme-léninisme triomphera	300
Un fonctionnaire	90
Un fonctionnaire marxiste-léniniste	10
Un montmartrois fils de communard	5
A.A. travailleur immigré	10
Admirateur d'Engels	2,50
Deux camarades P.S.E. (versement janvier)	115
1er versement février	100
Pour le socialisme - Une secrétaire	100
D.J.	5
Un ouvrier de l'Aéronautique contre les traîtres à la classe ouvrière	10,50
Un sympathisant - C.M.S.	30
D.M.	80
Une fidèle lectrice marxiste-léniniste	5
H.R. vaincra - A.J.	50
Un lycéen (Estafette)	5
Un jeune ouvrier	5
Un étudiant	5
Une fille de mineur mort de la silicose à 100 % ancien des B.I.	50
G.T. pour un douze page permanent	50
Un petit commerçant	10
Un ancien détenu	3
Une mère de militant	10
Léon, un lycéen	2
Un lecteur sur un marché (P.E.)	2
Une lycéenne (soutien hebdo)	1
Les amis du bassin	15
Un lecteur (février)	50
Des cheminots marxistes-léninistes	150
V.M., soutien à H.R.	60
Pour que la classe ouvrière s'empare du marxisme-léninisme	10
H.R. vaincra - Un fonctionnaire	5
Memet Shéhu	60
Un militant	15
Comité de Rédaction H.R.	115
Boris	3
Un lecteur ouvrier	20
M.D.	5
Total de la semaine	2 127
Total précédent	158 751,53
Total général déjà utilisé pour le règlement de H.R.	160 878,53

Souscription de cette semaine

	Francs
Des travailleurs restés staliniens	4
Une travailleuse amie de H.R.	5
Admirateurs d'Engels - Soutien permanent	3
Léon	3
Cercle Memet Shéhu	21
Combattons le Revisionnisme - Une enseignante	10
J.P., artisan (versement hebdo)	4
Cercle Ch.-Michel (février)	18
Cercle Cdt-Bourgat	40
Des camarades marxistes-léninistes staliniens	300
Pour que H.R. s'implante toujours plus dans le prolétariat	100
Un soldat marxiste-léniniste	10
Camarade A.	3
Un ouvrier électricien	15,20
Un ouvrier du bâtiment	8
Un peintre	4
Que vive le souvenir des 23 du groupe Manouchian - Un ouvrier - Un artisan (février)	300
R.R.	210
S., permanente G.V.T.	205
Un cheminot	1
Comité de Rédaction de l'H.R.	150
Deux lycéennes (soutien hebdo)	2
Un étudiant	5
Les communistes marxistes-léninistes d'Amiens	10
J.N.	5
M.A.	10
R.R.	5
Anciens résistants fidèles à J. Staline	5
Souscription de masse :	
Un cheminot retraité	1
Une sympathisante	4
Un cheminot retraité	1
Un étranger	10
Un lecteur yougoslave	1
Cercle Oulianov	56
Sud-Ouest	111,80
Souscription permanente (février) - L.R.	25
Sud-Ouest	170
Disciple F. Marty	18,40
Disciple J. Staline	88
Un lecteur	10
Un soldat	5
Total de la semaine	1 957,40
Total précédent	160 878,53
Total général déjà utilisé pour le règlement de H.R.	162 835,93

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :
« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 10 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutien « l'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....

	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
	3 mois	10 F	20 F	40 F
	6 mois	20 F	40 F	80 F
	1 an	40 F	80 F	150 F
Etranger :	3 mois	40 F	65 F	
	6 mois	75 F	125 F	
	1 an	150 F	250 F	

Règlement au C.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

S.C.P.M. (Marseille)

LUTTE VICTORIEUSE !

Tous les ouvriers et chauffeurs, unis à la base et dans l'action, dans une grève très dure de trois semaines (voir *H.R.* n° 134), ont arraché la victoire à leur patron rapace.

Ils ont obtenu la grantie de leur emploi, ils seront tous en juin prochain dans la nouvelle usine derrière le parc Kallisté au nord de Marseille.

En effet, jeudi 3 février la direction est obligée d'ouvrir la discussion car son gâteau commence à s'effriter sous les coups des travailleurs car lorsque les ouvriers tiennent bon, les patrons sont toujours obligés de céder, ils ne sont qu'une poignée et nous sommes des milliers.

Les travailleurs ont aussi obtenu une petite augmentation presque symbolique, mais le plus important c'est qu'ils ont imposé que l'augmentation soit plus forte pour les salaires les plus bas.

Mais que ceux qui mettent des oursins dans leurs poches pour ne pas rendre aux ouvriers l'argent qu'ils ont si durement gagné prennent garde car à la S.C.P.M. la vigilance ouvrière est en éveil et l'esprit de lutte ardent.

Les travailleurs savent bien que dès qu'ils ont obtenu quelque chose il faut le défendre, car en régime capitaliste les patrons tentent toujours de reprendre d'une main ce qu'ils ont été obligés de donner de l'autre.

Déjà d'autres problèmes se font jour, pour les chauffeurs par exemple, et de nouvelles luttes se préparent.

Ce qui est important, c'est que tout au long de cette grève le niveau de conscience des travailleurs s'est élevé et qu'ils ont compris la nécessité de s'organiser.

Les communistes marxistes-léninistes de *l'Humanité Rouge* seront toujours là pour les aider et les soutenir.

L'unité de classe des travailleurs se renforce.

A la S.C.P.M., les patrons ont fini de dormir sur leurs deux oreilles.

Un Militant H.R.

Nouvelles Presses Parisiennes (Paris 20e)

DECLARATION DES OUVRIERS

LICENCIEMENTS, FERMETURES. DEFILES... ET APRES ?

Il y a un mois et demi, après l'appel du syndicat du Livre à manifester, nous nous posions des questions mais nous sommes allés défiler. Nous avons répété les mots d'ordre qu'on nous soufflait : pour la rertaite à soixante ans, contre le VIe Plan et ses licenciements. Le lendemain, nous reprenions le travail comme si de rien n'était.

Les syndicats ont lancé pour le 2 février une consigne de grève nationale de trois heures et ont appelé à un défilé de la Bastille à la République. Nous avons, une fois de plus, cessé le travail mais cette fois-ci nous ne sommes pas allés nous promener.

A quoi a servi la manifestation-promenade du 15 décembre ?

A quoi sert, ce 2 février, la même manifestation-bidon mais sur un autre axe de la voix publique ?

Les licenciements continuent, les boîtes ferment, les prix augmentent. Personne n'ignore la crise actuelle du Livre, crise qui est liée à celle du capitalisme : c'est le problème de la rentabilité des entreprises (concurrence européenne, concentration, modernisation des moyens de production).

Dans le secteur de l'imprimerie, un des plus touché, le VIe Plan prévoit la disparition de trois cents entreprises. Devons-nous attendre la poursuite des licenciements tels que ceux de Chaix, Lang, Hénon, Lang-Grandemange, etc. ?

On nous demande de lutter pour le maintien de « Paris-Jour » fermant par manque de rentabilité. Nous voulons lutter avec les travailleurs licenciés de « Paris-Jour », ou d'ailleurs, mais nous refusons de nous battre pour la réouverture de ce journal qui propage les idées de la bourgeoisie, étouffe notre réflexion et nous conditionne. Devons-nous continuer de travailler contre nous-mêmes ? Devons-nous accepter la « liberté d'expression » (bourgeoise) que réclament le gouvernement, les partis politiques et les syndicats ?

Les directions syndicales dressent des listes de revendications et, devant le mécontentement grandissant des travailleurs, appellent du « sommet » chaque secteur, l'un après l'autre, à des actions sans lendemain. Les négociations parcellaires, les défilés, le dialogue avec le patronat ou les élections que les partis de gauche et les syndicats préparent vont-ils changer quelque chose ?

Nous en avons assez de faire des actions pour rien.

S'il y a une solution à tout cela, qui nous la donnera ? Les patrons, le gouvernement ou nous-mêmes ?

Il y a bientôt quatre ans, à partir d'un mouvement de masse sans précédent, 11 000 000 de travailleurs en grève se sont unis. On a l'impression que tout est mis en œuvre pour que cela ne se reproduise pas, sinon nos syndicats, avant de lancer une action, consulteraient partout la base, car c'est à elle de décider et à nul autre.

Nous pensons ne pas être les seuls à se poser ces questions. Peut-être serait-il possible de discuter de ces problèmes ensemble ? (Réunis le 2 février dans leurs ateliers, les Ouvriers grévistes des **Nouvelles Presses Parisiennes, 56, rue des Haies, PARIS-20e.**)

Ateliers protégés de Montreuil

A bas les ignobles brimades contre les handicapés physiques !

Je vous fait parvenir un exemplaire de la note affichée aux Ateliers protégés de Montreuil. Cette note dit : « J'ai constaté qu'un certain nombre d'ouvriers, toujours les mêmes, arrivent tous les jours après l'heure de prise du travail.

Je tiens à préciser que ces retards seront totalisés par les responsables du service et retenues en fin de mois sur les bulletins de paye ».

Elle est signée par monsieur P. Villeneuve, directeur des Ateliers Départementaux, frère de monsieur A. Villeneuve actuel maire du 3e arrondissement. Ceci donne une idée exacte de la valeur de l'actuelle campagne en faveur des handicapés physiques par le gouvernement.

Cette note fait suite à tout une série de brimades : suppression arbitraire de primes, réduction des délais accordés pour se rendre aux convocations des organismes de Sécurité et d'Aide Sociale ; ainsi que réprimandes non motivées ou sévices tels que : balayage de la cour de notre établissement quel que soit le temps. Ce genre de sanction a été appliqué à une ouvrière débile mentale n'ayant que 6 ans d'âge.

J'ai estimé devoir porter ces faits à la connaissance de vos lecteurs, en vous signalant par ailleurs que cette série de mesures est prise sous l'influence des fonctionnaires de l'établissement, en particulier celle des chefs d'ateliers et que ces fonctionnaires sont pour la plupart syndiqués C.G.T. et militants ou sympathisants du P.«C.»F.

Je vous signale ces faits qui, je le pense, relèvent parfaitement du cadre de votre campagne sur la répression dans les usines.

A la suite de cette note des sanctions ont été prises entraînant jusqu'à des retenues de salaires allant jusqu'à 19,40 F sur des salaires maximum de 500 F mensuel.

Un correspondant.

... « Nous luttons contre " l'aristocratie ouvrière " au nom de la masse ouvrière et pour la gagner à nous; nous combattons les leaders opportunistes et social-chauvins pour gagner à nous la classe ouvrière ».

LÉNINE

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

CHAFFOTEAUX-ET-MAURY A SAINT-BRIEUC

Les 1 500 métallos des usines Chaffoteaux-et-Maury à Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord) sont en grève depuis une semaine pour un réajustement de salaire uniforme de 0,50 F de l'heure pour tous.

ENTREPRISE GIROSTEL AU BOURGET (Seine-Saint-Denis)

120 travailleurs immigrés sont en grève illimitée pour la majoration des heures de nuit, le paiement du 13e mois, la garantie du salaire en cas de changement de poste et l'extension des libertés syndicales.

USINES PENNAROYA

Les ouvriers des établissements de la Société Penarroya à Lyon et à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) sont en grève depuis le 9 février. Les ouvriers de ces deux usines qui sont pour l'essentiel des immigrés réclament une augmentation de salaire de 1 franc de l'heure, la semaine de 40 heures sans diminution de salaire, l'amélioration des conditions d'hygiène et sécurité, la communication aux ouvriers des résultats de leurs analyses médicales. Les ouvriers dans ces usines sont exposés aux poussières de plomb et les accidents du travail sont graves et fréquents : le 19 décembre un ouvrier est mort victime du capital.

S.C.P.M. PARIS

Les ouvriers de l'usine des Lilas à Paris de la Société Confraternelle Pharmaceutique Méditerranéenne qui possède plusieurs usines à Lille, Longjumeau et Paris, ont participé à une grève de solidarité en soutien à la juste lutte des ouvriers de l'usine de Marseille.

DEBRIC A PARIS 11e

Les 170 métallos ayant appris la fermeture de l'usine décident la **grève avec occupation.** Ils occupent les locaux. Le 11 février ils ont capturé un actionnaire.

La lutte continue. NON aux licenciements !

FORGES DE LA SAUVANIERE A SAINT-ETIENNE

Les ouvriers des forges sont en grève pour les salaires. Ils occupent les locaux et capturent leur patron buveur de sang.

SOCIETE SABLA A GIVORS

Les 130 travailleurs de cette société de matériel de construction sont **en grève avec occupation des ateliers** depuis vendredi **4 février contre les licenciements** de 15 d'entre eux.

FONDERIE SARTHOULET-BACALAN (Bordeaux)

Les travailleurs de la Fonderie revendiquaient une augmentation de leur salaire de misère (700 F pour les manœuvres), une prime de transport, l'amélioration de conditions de travail scandaleuses et l'extension des droits syndicaux.

Le patronat de choc a tout tenté pour briser l'unité d'action des travailleurs. Après Noël le lock-out a jeté les ouvriers à la rue. La maîtrise, essaie de faire marcher la boîte. Les ouvriers continuent la lutte dans l'unité et tiennent par la solidarité active de tous les travailleurs du quartier Bacalan.

Après un mois de grève les ouvriers sont rentrés sans avoir obtenu satisfaction mais leur résolution de reprendre la lutte est intacte.

pais !

LE PATRONAT DU BATIMENT ACCUMULE LES MORTS :

En peu de jours trois accidents mortels dans l'agglomération bordelaise : deux conducteurs d'engin et un coffreur ont été victimes de leur rapacité. Les mesures de sécurité ne sont pas respectées car cela coûterait un peu d'argent et diminuerait les cadences. Un mort vaut mieux qu'une infime diminution de profit.

Face à cela le CGT appelle les travailleurs à connaître les lois en matière de sécurité — Comme si c'était le problème ! **La loi n'est rien, seule la lutte résolue des ouvriers du bâtiment peut imposer au patronat un minimum de sécurité.**

TRANSPORTS ROUTIERS D'AQUITAINE

Malgré les provocations patronales la lutte se durcit

Depuis le 6 février à 0 heure, les ouvriers des entreprises de transport public routier d'Aquitaine sont en grève pour leurs revendications : augmentation des salaires, amélioration des conditions de travail et la durée de travail, etc.

Malgré les pressions patronales de toutes sortes, la grève est quasi générale. Des provocations ont eu lieu lundi 7 février, par exemple au dépôt de la Citram le piqué de grève est bousculé par le directeur ; puis un camion conduit par un cadre répressif fonce sur le piquet de grève, des ouvriers sont heurtés, l'un d'entre eux doit consulter un médecin. De tels faits ne peuvent que renforcer la volonté de lutte des grévistes et étendre l'ampleur de cette grève.

Cela ne s'est pas fait attendre. A Bordeaux-Bastide et à Floirac, les grévistes bloquent toute la journée l'avenue Jean-Duprat où se trouvent plusieurs gares routières.

Devant l'ampleur de la lutte résolue des ouvriers, les patrons font intervenir les forces de répression contre les grévistes le 10 février. Les interventions de la police ne changent en rien la résolution des grévistes de lutter jusqu'au succès des revendications.

Travailleurs français, immigrés une seule classe ouvrière, les mêmes droits !

NON AUX FOYERS-TAUDIS ! DES LOGEMENTS DÉCENTS !

— Au 15 rue Bisson (Paris), 400 travailleurs africains sont entassés dans une usine désaffectée avec 10 W.C., 11 robinets d'eau froide. Pour 2 m2 chacun, ils payaient 70 F par mois. Depuis six mois, ils font la grève des loyers.

— A Villeneuve-le-Roi, une famille de cinq Portugais a été brûlée vive dans l'incendie du bidonville.

— A Aubervilliers, cinq travailleurs africains sont morts asphyxiés dans un foyer-taudis en janvier 1970.

— A Argenteuil, 17 morts après l'explosion de la Tour A construite sans aucune norme de sécurité.

CE N'EST PAS LA FATALITE !...

CE NE SONT PAS DES ACCIDENTS !...

Partout, on sacrifie le logement des travailleurs au bénéfice des promoteurs.

Dans le 20e, on expulse les travailleurs et les personnes âgées pour construire des immeubles de luxe. On leur propose des loyers hors de prix ; ON LEUR REFUSE AINSI LE DROIT DE SE RELOGER DANS LEUR QUARTIER.

Quant aux travailleurs immigrés... on leur « *offre* » les taudis et les bidonvilles en banlieue. Les immeubles neufs ne sont pas pour eux, les simples chambres à louer non plus parce qu'ils sont de couleur.

Et pourtant, ils contruisent les maisons, ils travaillent dans les usines, ils balaient les rues pour des salaires inférieurs. On leur conteste le droit syndical. Au moment où le chômage progresse, ils sont les premiers touchés par les licenciements.

Le patronat et le gouvernement cherchent à dresser les travailleurs immigrés et les travailleurs français les uns contre les autres pour les empêcher de mener une lutte efficace.

Au 15 rue Bisson, le préfet parle de fermer le foyer-taudis et de construire un nouveau foyer en 1972, les locataires ripostent :

« Nous ne voulons pas seulement des paroles et des promesses, nous voulons savoir où on doit être relogés avant la fermeture du foyer, et à quelle date et à quel endroit va être construit le nouveau foyer. Nous ne quitterons pas le foyer-taudis avant d'être relogés dans un nouveau foyer neuf et nous le voulons dans PARIS. On n'accepte pas d'être divisés, nous voulons être relogés tous ensemble. Nous sommes décidés à continuer jusqu'au bout. Nous en avons marre de ce taudis. Nous voulons être logés comme des hommes et nous ne voulons pas être logés avec les souris et les rats ».

« NOUS AVONS OBTENU DES CHAUFFAGES NEUFS PARCE QUE NOUS AVONS LUTTE ».

« LE NOUVEAU FOYER, ON L'OBTIENDRA PARCE QU'ON EST DECIDES A LUTTER JUSQU'AU BOUT TOUS ENSEMBLE ».

TRAVAILLEURS FRANÇAIS, TRAVAILLEURS IMMIGRES, MEME COMBAT !

Le Comité de soutien.

GLOIRE AUX VINGT-TROIS DU GROUPE MANOUCHIAN!

21 février 1944, au Mont-Valérien, une fois encore les balles nazies venaient de tuer. Les vingt-trois du groupe Manouchian avaient effectué le sacrifice suprême et cela « *A deux doigts de la victoire et du but* », comme l'écrivait le combattant-poète Misaak Manouchian quelques heures avant d'être assassiné.

Qui étaient-ils ces vingt-trois, aujourd'hui devenus symboles ?

Ouvriers pour la plupart, trois d'entre eux étaient français ; les autres étaient soit espagnol comme Alfonso qui, face aux bourreaux nazis, déclara : « *J'estime que tout ouvrier conscient doit, où qu'il soit, défendre sa classe* », soit polonais comme Raymann surnommé « Tchapaïev », soit italien comme Fontano, soit arménien comme Manouchian.

Ces combattants, fils des peuples du monde, que la presse à la botte des nazis qualifia de « tourbe internationale », étaient en première ligne dans la lutte contre l'occupant nazi.

Ce sont eux qui le 28 juillet 1943 exécutaient le général Von Schaunburg, le commandant du Gross Paris, celui qui désignait les otages à fusiller. Ce sont eux encore qui le 29 septembre exécutaient le « standartenführer » Ritter, celui qui organisait les rafles et la déportation.

Et ce ne sont là que quelques-uns de leurs exploits.

Tels étaient ces vingt-trois des quatre coins du monde réunis pour chasser de France l'occupant, pour abattre la bête nazie.

Ils sont maintenant le symbole de l'unité de combat des travailleurs français et immigrés dans la tradition de la Commune.

Aujourd'hui leur exemple demeure vivant, et quand dans les usines, où travailleurs français et immigrés ne forment qu'une seule classe ouvrière, luttent au coude à coude contre les exploiteurs, c'est leur idéal qui renaît.

UNISSONS-NOUS CONTRE LES REQUINS CAPITALISTES !

Travailleurs français, travailleurs immigrés, une seule classe ouvrière.

A bas les requins capitalistes qui surexploitent avec sauvagerie les travailleurs immigrés.

A bas l'Etat bourgeois qui organise la déportation en masse de ces travailleurs et protège les requins capitalistes pour tuer de travail ces ouvriers.

A bas les révisionnistes et réformistes de tout poil qui veulent « aménager » la surexploitation et diviser la classe ouvrière de France en faisant des travailleurs immigrés des « cas spéciaux ».

En province les moyens capitalistes survivent par la surexploitation de la main-d'œuvre locale et immigrée. Les très bas salaires, les fraudes à la Sécurité Sociale, la non-observance des conventions collectives leur permettent de tenir face aux gros capitalistes et d'accumuler de gros profits.

La Dordogne en est un exemple où le bâtiment et l'agriculture font appel à la main-d'œuvre immigrée (surtout algérienne et portugaise). On y constate des cas fréquents où les travailleurs ne sont pas payés du tout : par exemple les six Portugais embauchés par un agriculteur de la région de Périgueux pour le ramassage des fraises en avril 1970.

Encore plus classique est le cas des ouvriers obligés de travailler 50 à 60 h. par semaine et 10 heures le dimanche. A la fin du mois la paye compte seulement 40 h de travail et, sur un salaire de 600 F le requin confisque 350 F pour un « logement de fonction », qui est en fait un bouge à demi-effondré et sans fenêtre.

Finalement, dans un cas précis, des bourgeois libéraux qui voulaient « aider » ces travailleurs ont dénombré sur les 20 articles d'une convention collective que 14 étaient violés par l'employeur.

Ces libéraux ayant essayé de défendre les droits de ces travailleurs par la voie légale concluent leur expérience par ces mots :

« Ces faits pour illustrer, s'il en était besoin, que la défense des plus pauvres apparaît un défi au bon sens, elle réclame tellement d'argent, de patience, qu'elle apparaît en réalité comme un luxe de riches. »

Camarades travailleurs, cette conclusion de bourgeois libéraux, nous la connaissons d'expérience : la justice est faite par les capitalistes et pour leur plus grand profit.

Il n'y a rien à attendre de cette voie et les révisionnistes de la CGT et du P« C »F apparaissent bien pour ce qu'ils sont : des endormeurs patentés et délégués par les capitalistes. Avec leurs histoires de statut pour les travailleurs immigrés ils veulent diviser la classe ouvrière de France et nous faire oublier à tous que seule la lutte paie.

Tous unis nous vaincrons, par la lutte et non par des lois dont les capitalistes se contrefoutent.

ACCIDENTS DU TRAVAIL ? NON ! CRIMES DU CAPITAL !

Ahmed MAHMER, ouvrier algérien, était parti travailler en déplacement à USSEL. Comme tous les ouvriers immigrés, il était mal logé : dans une petite pièce d'un vieil « hôtel ». Il avait froid. Il avait allumé le chauffage : un vieil appareil à gaz défectueux. IL EST MORT ASPHYXIE PENDANT LA NUIT. Ahmed avait 31 ans, il laisse une veuve et 2 orphelins. Ainsi meurent ceux qui construisent des palaces pour les riches... LA VIE D'UN OUVRIER ÇA NE COMPTE PAS POUR LES BOURGEOIS. Mais le plus répugnant, c'est la suite : on a voulu faire passer la mort d'Ahmed pour une mort naturelle ! (crise cardiaque !) Médecins, flics, patrons, tout ce beau monde d'exploiteurs s'entend comme merveille pour étouffer l'affaire. Ils avaient déjà obtenu le certificat de décès et le permis d'inhumer. Mais les camarades, les amis et les parents d'Ahmed se sont organisés pour que justice soit rendue à Ahmed, à sa veuve et ses 2 orphelins.

Il n'y a pas de justice dans cette société. Il y a 2 poids et 2 mesures. Si vous êtes ouvrier algérien et que vous volez un pot de yaourt, vous serez tabassé à mort par les flics (récemment à IVRY). Si vous êtes bourgeois, vous avez le droit de tuer les ouvriers, les flics répondront d'un ton goguenard « Après tout, ce n'est qu'un algérien ! ».

Dans la journée du mercredi 19 janvier, ONOUIR Ismail, plâtrier peintre travaille sur le grand chantier des Salins à Clermont. Lui aussi, il construit des palaces pour les riches. L'installation électrique de fortune s'éteint toutes les 10 minutes. Lors d'une coupure de courant, ISMAIL va chercher sa baladeuse dans le noir. Mais, au mépris des règles élémentaires de sécurité, la cage d'ascenseur n'est pas barrée. C'est un trou béant à ras du sol. Dans le noir, Ismail fait une chute mortelle de 20 mètres.

Les patrons n'ont qu'une seule loi : LA RECHERCHE DU PROFIT ; BENEFICE AVANT TOUT ! Ils se moquent bien de la sécurité des ouvriers. Une machine, on en prend soin car ça coûte cher. « Mais un ouvrier, ça se remplace ! » disent les bourgeois. Un ouvrier, on ne le loue que pour quinze jours, tandis qu'une bonne installation électrique, les installations de sécurité autour de la cage d'ascenseur, ça coûte cher, ça fait perdre du temps et ce n'est pas rentable.

Dès qu'Ismail a fait sa chute, les ouvriers du chantier se sont regroupés. Déjà les chefs commençaient à gueuler : « Dispersez-vous ! Ne vous occupez pas de lui ! Retournez au travail ! ». Mais les ouvriers de son entreprise n'ont pas repris le travail. Ils ont débrayé toute la journée en signe de solidarité, de deuil et de colère. Bien entendu, le lendemain tout était en ordre. Le courant marchait, les ascenseurs barricadés. Au cas où il y aurait enquête... Ils ont quand même pas la conscience tranquille ces bourgeois...

Ce qui est arrivé à ISMAIL et AHMED, ça arrive tous les jours aux ouvriers vivant dans la misère, en danger de mort permanent, harcelés de travail par les patrons. Dans le bâtiment : 1 000 morts par an, 1 ouvrier sur 5 est sûr de finir ses jours estropié... CAMARADE OUVRIER, CE N'EST PAS SEULEMENT POUR DE MEILLEURES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL, CONTRE LE CHOMAGE ET LA MISERE QUE NOUS DEVONS NOUS BATTRE !

C'EST NOTRE VIE MEME QUE NOUS DEVONS DEFENDRE !

Il faut refuser les travaux dangereux sans sécurité. Seul on ne peut rien, *UNIS ET ORGANISES, ON PEUT FAIRE RECULER LES PATRONS !*

A BAS LA SOCIETE CAPITALISTE DEVOREUSE D'HOMMES !

Rejoignez les marxistes-léninistes !

« Foyer Maternelle » d'Issy-les-Moulineaux

ELLES ONT OSÉ SE RÉVOLTER

« Lumière, culture, civilisation, liberté, dans toutes les Républiques capitalistes bourgeoises du monde, tous ces mots pompeux vont de pair avec les lois INFINIMENT ABJECTES d'une VILENIE DEGOUTANTE, d'une GROSSIERETE BESTIALE, consacrant l'inégalité juridique de la femme quant au mariage et au divorce, établissant l'inégalité entre enfants naturels et « légitimes », créant des privilèges pour les hommes alors qu'elles humilient et outragent les femmes. »

Lénine (Le pouvoir soviétique et la condition de la femme, article publié dans la « Pravda » le 6 novembre 1918.)

Depuis un an, les dix-neuf pensionnaires du « foyer-maternelle » de la Croix-Rouge, 133, avenue de Verdun à Issy-les-Moulineaux (municipalité P. « C. » F.), subissaient les lois INFINIMENT ABJECTES, d'une VILENIE DEGOUTANTE, d'une GROSSIERETE BESTIALE, décrites par Lénine en 1918. Toutes mères d'un enfant, et âgées de treize ans et demi à dix-neuf ans, elles étaient traitées comme des chiens : « Nous ne touchons pas l'allocation des mères ; les filles qui travaillent doivent rendre 40 % du salaire à l' « institution » ; pourtant la Croix-Rouge reçoit de la direction de l'Action sanitaire et sociale 115 F par jour pour une mère et son enfant... Nous avons droit à une sortie par mois, en groupe derrière un « moniteur »... L'autre jour, un « éducateur » est rentré saoul et a traité une camarade de prostituée, etc. »

Mais, il y a quinze jours, quand la Direction a annoncé qu'elle renvoyait Nadine, quatorze ans, parce que placée, contre son gré, dans un atelier de couture elle refusait d'y travailler, la révolte a grondé dans le foyer-prison. Les mères célibataires ont commencé une grève pour faire revenir Nadine, jetée à la rue ; plus de cours ni de travail à l'extérieur. Le 5 février, cinq d'entre elles ont démarré une grève de la faim. La direction a essayé TOUS LES MOYENS pour « rétablir l'ordre », alors les mères célibataires ont découvert leurs véritables ennemis et au fur et à mesure des provocations, en appliquant une juste ligne d'unité à la base et dans l'action pour une lutte résolue, elles ont osé se dresser contre les réactionnaires de tous poils. Elles ont occupé le foyer, expulsé une partie du personnel d'encadrement qui les persécutait, marché à travers la ville sur la mairie, sans craindre les flics armés de matraque qui leur emboîtaient le pas. Lorsqu'elles criaient aux habitants d'Issy-les-Moulineaux : « Non au renvoi de Nadine ! », « Emancipation des mères célibataires ! », la haine de classe brillait dans leurs yeux et le peuple de la ville ne s'y est pas trompé, qui a grossi les rangs de la manifestation tout au long du parcours. Devant la mairie close (ces messieurs du P. « C. » F. se couchent tôt !) les mères célibataires ont tenu un meeting d'information et distribué des tracts à tous ceux qui rentraient du travail. Mais les bourgeois réactionnaires n'ont jamais honte de leurs lois INFINIMENT ABJECTES, de leur VILENIE DEGOUTANTE et de leur GROSSIERETE BESTIALE et le lendemain, dimanche 6 février, ils envoyaient leurs chiens courants casqués et armés de matraques charger le foyer et mater physiquement les pensionnaires. Celles-ci n'ont pas eu peur et ont résisté vaillamment et comme elles avaient su populariser leur lutte, de nombreux habitants, des militants, des journalistes arrivèrent. Et tous ceux qui tentaient de les faire plier prirent peur. Les mères célibataires étaient de plus en plus organisées et populaires et un nouveau scandale allait éclabousser les champions du « tiercé électoral » (Duclos - Saint-Martin en tête). Alors, le 12 février, leur lutte unitaire et résolue a imposé le retour de Nadine, le renvoi de la direction, le choix des animateurs, le droit de recevoir des visites, d'organiser des groupes d'études, de sortir sans garde. Actuellement, elles organisent, avec les pensionnaires d'autres foyers, un comité d'action pour défendre leurs revendications.

SEULE LA LUTTE PAIE !

VIVE LA LUTTE DES MERES CELIBATAIRES POUR LEUR EMANCIPATION !

Correspondant H.-R.

L'exploitation de la femme a été la première forme d'exploitation à apparaître dans l'Histoire. Elle sera aussi, certainement, la dernière à disparaître.

Les communistes authentiques, fidèles au marxisme-léninisme, sont les seuls défenseurs conséquents des droits spécifiques des femmes, les seuls à montrer la voie qui les conduira à leur libération totale en même temps qu'à celle de tous les exploités : celle de la lutte révolutionnaire dont l'issue victorieuse est la condition nécessaire de leur émancipation pleine et entière.

Paternalisme, participation, intégration : RICARD

La publicité Ricard abonde dans *La Marseillaise*, **journal révisionniste des Bouches-du-Rhône. Nous n'apprendrons rien à nos lecteurs sur le soutien financier que ce groupe prodigue à ce journal et à** *l'Humanité*...

Toute la publicité Ricard est basée sur un paternalisme assez écœurant, sur l'intégration et la participation gaulliste des travailleurs ; loin de s'opposer à cette propagande **patronale, La Marseillaise présente au contraire Ricard comme le modèle qu'il convient d'imiter. C'est tout juste s'ils ne disent pas dans ce journal : « *Ah ! si tous les patrons étaient comme Ricard !* ».**

Pourtant, M. Paul Ricard est le P.-D.G. d'un de ces monopoles que La Marseillaise prétend combattre : c'est le numéro un des spiritueux ; il a des usines dans 134 pays, y compris en Espagne franquiste ! On conçoit donc que l'idéologie qu'il propage dans sa publicité, obligeamment acceptée par La Marseillaise, soit de type pétainiste (« Le bon patron Ricard, tout le bien qu'il fait à son personnel », etc.) ; d'autant plus que lors d'une interview au Monde, l'an dernier, il s'affirmait partisan d'un « *régime de type mussolinien* » !

Mais La Marseillaise ne se borne pas seulement à la publicité en faveur de Ricard. Elle écrit *aussi* des articles à la gloire de ce patron qui pourchasse les syndicalistes ; à titre d'exemple (parmi des centaines d'autres), il suffit de prendre le supplément de ce journal consacré au vingt-cinquième anniversaire des Comités d'Entreprise, paru au printemps dernier, ou encore le supplément économique sur le Languedoc.

Dans cet article — et non cette publicité — nous commençons par apprendre que cette société a « *une politique audacieuse mais nécessaire, réaliste mais futuriste* » et que cette entreprise est bâtie sur un homme « *doté d'une foi inébranlable* » et qui sait « *communiquer son enthousiasme* »... Et les choses sont tellement bien, chez Ricard, que « *l'environnement... a toujours été au centre des préoccupations des bâtisseurs de la société* ». Et l'article continue dans la même veine : « *Dans cette optique, les bureaux ont été voulus clairs, spacieux, aérés et décorés... Chaque centre Ricard possède sa propre personalité dans la décoration, etc...* ». En outre, Ricard s'est associé au « *Champagne Lanson, très apprécié, dit-on, du Président de la République* » ! *C'est en effet une référence !!!*

Et la conclusion de l'article : « *On conviendra que le groupe Ricard a mis bien des atouts dans son jeu, pour atteindre, à travers le succès économique, la finalité première à l'entreprise : assurer le progrès social et la prospérité de tous ceux, hommes et femmes, qui la font vivre* ». Autrement dit, les pauvres patrons exploitent leurs ouvriers pour mieux assurer leur progrès social et leur prospérité ! On aura tout vu dans La Marseillaise...

Soutien total aux mineurs britanniques !

(Suite de la page 1)

Il envoie sa police pour tenter de forcer les piquets de grève. Il a proclamé l'état d'urgence. Il met en place un tribunal d'enquête. Il fait lock-outer des milliers d'ouvriers pour tenter de les dresser contre les mineurs. Il attaque dans la presse, sur les ondes, le soi-disant « manque de raison » des mineurs. Il les menace de la fameuse loi sur les relations industrielles visant à interdire le droit de grève.

Mais cela ne fait pas plier pour autant les mineurs. Leurs piquets de grève font preuve d'une grande efficacité, bloquant toute production. Ils combattent avec détermination la police et la mettent en échec. Les dockers, les métallos, les chômeurs, soutiennent activement leurs frères de classe par divers moyens.

D'importantes manifestations se déroulent, comme à Londres, où huit mille mineurs rejoints par de nombreux ouvriers des transports, de l'énergie, du bâtiment, des P.T.T., des mécaniciens ont crié leur volonté de combattre jusqu'à la victoire et de préserver leur unité.

La bourgeoisie britannique s'affole car elle sait que la classe ouvrière britannique, soumise à une exploitation de plus en plus féroce, considère le combat des mineurs comme le sien.

SALUT AUX HEROIQUES MINEURS DE GRANDE-BRETAGNE !

MOTION DE SOLIDARITE

Le 14 février, LA GREVE GENERALE, déclenchée à l'échelle nationale le 8 janvier à minuit par 280 000 mineurs britanniques, est entrée dans sa SIXIEME SEMAINE.

Parmi les ouvriers britanniques, les mineurs sont les plus cruellement exploités :

— Le taux de morts et de blessés *parmi les mineurs âgés de plus de 45 ans est de 12 % ;*

— *Leurs appointements sont au-dessous de la moyenne des salaires des ouvriers ;*

— *Sur* 280 000 *mineurs,* 80 000 *ont un niveau de vie inférieur à la « cote d'appauvrissement » fixée par le gouvernement ;*

— *Ces dix dernières années, le nombre des mineurs a diminué de plus de 200 000 ;*

— *Leur vie est de plus en plus gravement menacée par* la montée continue des prix *et* la baisse incessante des salaires.

Pour ces raisons, à partir du second semestre de 1971, les mineurs britanniques ont présenté au Bureau national du Charbon, organisme du monopole charbonnier, des revendications de salaires. Mais leur demande a été rejetée par les autorités. A bout de patience, les mineurs ont décidé de déclencher cette grève générale à l'échelle nationale en guise de riposte.

Toutes les tentatives de répression du mouvement, allant jusqu'à l'assassinat d'ouvriers *au piquet de grève, ont lamentablement échoué et, au contraire, ont renforcé la détermination des mineurs. Ils bénéficient d'un* large soutien *de la population travailleuse britannique :*

— *12 000 employés du Bureau national du Charbon se sont mis en grève le 17 janvier ;*

— *Les chauffeurs des camions-citernes des Midlands, les dockers du Pays de Galles et d'Angleterre, les cheminots d'Ecosse et d'Angleterre, les ouvriers de l'électricité en de nombreux endroits,* ont refusé :

— *de transporter du pétrole et du charbon,*

— *De faire des heures supplémentaires ;*

— De nombreuses collectes *ont été organisées.*

La bourgeoisie monopoliste britannique est durement étrillée par ce nouvel assaut de la classe ouvrière :

— ***Le Bureau national du Charbon perd près de 2 milliards d'anciens francs par jour ;***

— *Les stocks de charbon et de pétrole s'épuisant, la production des entreprises sidérurgiques est gravement menacée.*

CONTRE L'ENORME AGGRAVATION DU CHOMAGE (plus d'1 million de chômeurs officiels),

CONTRE LES EFFROYABLES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL,

des millions d'ouvriers britanniques ont déclenché en 1971 plusieurs luttes d'envergure. Dès le début de 1972, la classe ouvrière britannique est repartie de plus belle à l'assaut du capital monopoliste.

Au nom de tous les camarades du Centre de tournage, le comité local S.N.R.T.-C.G.T. salue fraternellement les mineurs en lutte et leur adresse son soutien sans réserve jusqu'à la victoire.

Le Comité local S.N.R.T.-C.G.T.,
Joinville, le 14 février 1972
(Affiché au panneau syndical S.N.R.T.-C.G.T. et dans tous les ateliers.)

A BAS LA MÉDECINE BOURGEOISE !

Pour la bourgeoisie, un travailleur c'est bon qu'à se faire exploiter toute sa vie en suant sang et eau pour enrichir le patron. Lorsqu'un travailleur atteint la retraite, il est souvent tellement épuisé par toute une vie de labeur et de privations qu'il risque de finir ses jours à l'hôpital.

L'hôpital, pour un vieux, cela veut dire rester 24 h sur 24 entre quatre murs, sans confort, loin de ses amis et de sa famille. En bref, il n'a plus qu'à crever.

Eh bien ! c'est ce qu'espère la bourgeoisie qui n'hésite pas à s'engraisser scandaleusement sur le dos de ces vieillards. Voici la situation à l'hôpital Paul-Brousse de Villejuif. Sur l'argent de leur retraite, on commence par leur en prélever 90 % pour frais d'hospitalisation. En principe, on leur donne, en plus, une certaine somme d'argent de poche : 20 F pour ceux du département, 15 F pour ceux qui viennent de Paris : cela permet déjà de les diviser.

Mais c'est là que le visage hideux de la bourgeoisie se dévoile : très souvent, il y a deux ou trois mois de retard dans le paiement de cette somme, comme ça si il y en a qui meurent, on n'a pas à les payer. Cette somme va alors dans une caisse. Plus d'une fois, les vieux ont demandé qu'on leur paie un poste de télévision avec l'argent de cette caisse. *Cela leur a toujours été refusé.* Où donc va cet argent alors ?

Les conditions dans lesquelles survivent ces vieux travailleurs sont inavouables :

— Jusqu'au mois dernier, 38 malades étaient entassés dans une salle puante. Depuis, on a repeint et répartit les vieillards dans deux salles. *Ils ne sont plus maintenant que 22* dans la salle.

— Il n'y a pas de sélection pour les malades : on met ensemble les malades, les ivrognes et les fous, avec tous les risques que cela comporte.

— Inactivité forcée 24 h sur 24 ; pas de distraction (télé, radio) sauf si la famille d'un hospitalisé lui apporte un transistor.

— Si l'un d'entre eux est malade la nuit, comme il n'y a pas de lumière individuelle, on est obligé d'éclairer toute la salle, ce qui réveille tout le monde. Pas de sonnette, non plus, pour appeler : il faut taper sur une bouteille avec une fourchette.

— Quand il y a un mourant, pas moyen de l'isoler et tous les malades assistent à son agonie.

— L'hygiène est déplorable : il y a des cafards dans les salles ; 4 lavabos, 3 cabinets, 2 baignoires crasseuses pour toute une salle.

Quant aux employés de l'hôpital, ils ne sont pas logés à meilleure enseigne :

Les filles de salles doivent nettoyer les salles après leur travail, si elles veulent aider les malades. Comme elles n'ont pas de salle de garde, elles doivent rester dans les grandes salles avec ces malades. Elles font des journées interminables, avec un seul dimanche toutes les cinq semaines.

Obligation de laver les malades impotents. Le tout pour un salaire de misère : 800 F de base par mois, 1 000 F avec les primes (différentes, pour diviser). Les infirmières touchent au total 1 200 F par mois.

La télévision est venue faire un reportage dans cet hôpital il y a plusieurs mois et les vieux se sont plaint : le reportage n'est jamais passé, l'Assistance Publique ayant mis son veto !

Le capitalisme, c'est les hôpitaux crasseux pour les travailleurs et les luxueuses cliniques privées pour les patrons.

A bas le capitalisme assassin ! Vive la Révolution prolétarienne qui, en instaurant la dictature du prolétariat, mettra la médecine au service des travailleurs, comme c'est le cas actuellement en Chine et en Albanie.

Un correspondant H.-R. hospitalisé.

Lettre d'un ouvrier ancien détenu

Je n'admets pas le meurtre de Clairvaux mais j'estime que la société bourgeoise n'a aucun droit à juger les assassins qu'elle produit et je refuse à MM. les jurés et avocats généraux le droit de réclamer la peine de mort.

J'ai connu des prétendues prisons modèles (que les gens biens pensants appellent des « prisons dorées ») ; par exemple Fleury-Méringis, Toul, Morey. J'affirme par exemple que les détenus qui arrivent, criminels ou non, dangereux ou non sont placés dans un isolement absolu pendant au moins 6 mois. On leur refuse la moindre activité.

A Toul, il y a des jeunes qui se révoltent en exigeant 2 heures de promenade par jour.

Il y a bien quelques responsables de prison pour tenter d'appliquer une réforme judiciaire, mais combien d'autres sont du type du sous-directeur de la prison de Fresnes. Aussi bien détenus que surveillants, tout le monde vous dira que c'est un éthylique forcené. Quand un détenu lui demande la possibilité de travailler, il lui refuse en l'engueulant, en lui disant qu'il n'est pas là « pour gagner de l'argent » !

Alors que quand un prisonnier travaille, par exemple pour fabriquer un filet qui lui demande deux jours de travail en s'appliquant, il touche 15 F. Après tous les prélèvements d'usage opérés par l'administration, il lui restera 3,72 francs !

Savez-vous aussi qu'on défend à un prisonnier de s'allonger sur son lit pour lire ? s'il est pris il y a un rapport et il passe au prétoire : il s'en sort avec quatre ou cinq jours de cachot !

Il y a des gens qui s'apitoient beaucoup sur le sort des surveillants mais si vous avez le malheur d'aller en prison — pour un accident de voiture, par exemple — vous verrez que si, par hasard, vous répondez mal à un surveillant, ils ne se gêneront pas pour vous tomber dessus à quatre ou cinq !

La situation des petits maraîchers

Ici il y a de grosses quantités d'invendus en légumes de toutes sortes et particulièrement en chou-fleur. Comme il est d'usage en Provence, ce légume exige une grosse fumure, ce qui donne un prix de revient élevé. Cultivé dans la partie nord des Bouches-du-Rhône et la vallée de la Durance en Vaucluse, ces deux départements en produisent à eux seuls des dizaines de milliers de tonnes, pouvant momentanément alimenter le marché national. Mais voici qu'à peine la récolte commencée il arrive d'Italie, dans le mois de janvier, environ 2 000 tonnes de ce légume et immédiatement jeté sur le marché, ce qui a provoqué une brutale chute des prix, bien en dessous du prix de revient, 15 à 20 francs le kilo, et de plus des centaines de tonnes d'invendus restés pour compte, c'est-à-dire jetés à la décharge publique. Si les gros producteurs en supportent le choc, il n'en est pas de même pour l'exploitation maraichère familiale dont les composants travaillent comme des forçats, sans limitation d'heures, pour survivre ; de plus, un souci constant les domine, mévente de leurs produits, risque d'intempérie, écrasés d'impôts et de taxes diverses, ils s'aperçoivent que leur budget diminue d'année en année. Devant une telle situation, les petits exploitants maraichers doivent s'unir, s'organiser en comité de lutte pour la défense de leur exploitation et de leur avenir. Certe, d'organisations il y en a plusieurs déjà, mais aucune ne lutte efficacement pour la défense des petits exploitants. Prenons le M.O.D.E.F. par exemple, entre autre il demande respectueusement à l'Etat capitaliste de réduire les charges qui pèsent sur les petits exploitants et la limitation des importations en légumes, ce qui laisse entendre qu'il ne désaprouverait pas le Marché Commun.

Petits exploitants comme la classe ouvrière, nous sommes tous à la même enseigne, si les ouvriers demandent poliment au patron une augmentation de salaire, il fait la sourde oreille, mais s'ils se mettent en grève et occupent l'usine, là seulement le patron sera contraint de capituler.

La révolte des exploitants maraichers des Pyrénées Orientales, l'hiver dernier, au sujet des salades importées d'Espagne en est un exemple typique et les autorités furent contraintes d'en arrêter l'entrée momentanément. L'action se relâchant, incontestablement l'importation reprend. Il est certain, et c'est le cas pour la plupart des organisations, que des beaux parleurs démagogues s'infiltrent dans diverses organisations, s'efforcent d'en prendre la direction, s'ils arrivent la font dévier au profit de l'Etat capitaliste. Ce Marché Commun que l'on a créé sans demander l'avis des petits exploitants maraichers est conclu et subsistera tant que le régime de ceux qui l'ont créé n'aura pas disparu

Que tous les petits maraichers s'unissent dans une organisation solide, combative !

Nous reviendrons prochainement, pour les petits maraichers provenceaux, sur cette importante question.

Un correspondant.

Conseil de sécurité de l'ONU

LA VOIX DES MARCHANDS DE CANONS

Pour la première fois depuis vingt ans, le Conseil de Sécurité de l'O.N.U. vient de se réunir en dehors de New York. En imposant Addis Abéba (Ethiopie) comme lieu de la réunion et en y dénonçant énergiquement l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme, les représentants des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine ont marqué un nouveau point contre les oppresseurs impérialistes de toute espèce qui tentent de maintenir leur domination raciste sur le continent africain.

La voix des peuples en lutte pour leur libération se saisissant de cette tribune, voilà qui ne fait pas l'affaire de tout le monde, ou plutôt « les affaires » et, en tout premier lieu, celles du gouvernement des monopoles français. Celui-ci est en effet le premier fournisseur d'armes du régime raciste d'Afrique du Sud, comme de celui du Portugal assassin des peuples d'Afrique. C'est sous des balles françaises que tombent les héroïques patriotes d'Afrique du Sud, d'Angola, du Mozambique, de Guinée-Bissao. Ce sont des bombes françaises qui ravagent leurs pays.

On comprend pourquoi, à Addis Abéba, le gouvernement à la botte des monopoles français s'est abstenu sur toute la ligne :

— Il s'est abstenu de voter la résolution marquant « l'opposition totale à la politique d'apartheid (1) de l'Afrique du Sud » et reconnaissant « la légitimité de la lutte du peuple sud-africain opprimé, conformément à ses droits politiques et humains ».

— Il s'est abstenu de réclamer « la libération immédiate de toutes les personnes emprisonnées pour leur opposition à la politique d'apartheid ».

— Il s'est abstenu sur la résolution demandant au Portugal de retirer ses troupes des territoires africains qu'il occupe (Angola, Mozambique, Guinée-Bissao).

— Il s'est abstenu enfin — et l'on comprend pourquoi ! — de voter la recommandation à tous les Etats de cesser de fournir la moindre aide qui permettrait au Portugal de continuer sa répression.

Les discours ronflants de Pompidou à Niamey ou Fort-Lamy sur « le devoir humanitaire de la France en Afrique » résonnent encore dans les oreilles.

Mais le gouvernement français vient de faire la preuve dans les faits qu'il soutient activement les racistes et les impérialistes contre les peuples africains en lutte pour leur liberté, leur indépendance.

A Addis Abéba, ce sont les marchands de canons qui ont voté pour la délégation française.

Tous les peuples du monde en ont pris acte.

(1) Apartheid : régime raciste qui impose la ségrégation des Africains privés de tous droits dans leur propre pays.

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

PÉKIN

Heures de Paris	Longueurs d'onde en m
19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

TIRANA

Heures de Paris	Longueur d'ondes en m
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

1935-1938 : La ligne assimilationniste du Front Populaire (2)

Le P. C. F. et la lutte du peuple algérien pour son indépendance nationale

Une étude de Jacques JURQUET (15)

LIGNE JUSTE A MOSCOU MAIS APPLICATION FAUSSE A PARIS ET ALGER

Le VIIe Congrès de l'Internationale Communiste se tint à Moscou du 25 juillet au 20 août 1935. Son ordre du jour, outre les rapports moral et d'activité du Comité exécutif, comporta deux points essentiels : « *l'offensive du fascisme et les tâches de l'Internationale Communiste dans la lutte pour l'unité de la classe ouvrière contre le fascisme* (point 3) » et « *la préparation de la guerre impérialiste et les tâches de l'Internationale Communiste* (point 4) » (1).

Les questions coloniales ne furent pas discutées en tant que telles. Elles n'en furent pas moins abordées tant dans les rapports d'ouverture que dans les interventions des délégués.

En France, on n'a retenu de ce Congrès, à l'époque comme depuis lors, que son caractère principal : il fut avant tout, en effet, dominé par les célèbres discours de Georges Dimitrov présentés le 2 août 1935 pour ouvrir la discussion du point 3, le 13 août pour conclure cette discussion et le 20 août pour clôturer le Congrès. Le grand dirigeant communiste international élabora à cette occasion l'analyse scientifique du fascisme et fournit les plus justes indications pour la réalisation du front unique prolétarien et du front populaire antifasciste. Sans nul doute était-ce là le contenu principal de cet ultime Congrès de l'Internationale avant le déclenchement de la seconde guerre mondiale. Mais qui dit « *principal* » implique « *secondaire* ».

Les auteurs bourgeois, anti-communiste de toutes obédiences, trotskystes et sociaux-démocrates, ont essayé d'accréditer deux contre-vérités destinées à établir la responsabilité de Staline et de l'Internationale dans la modification, intervenue à l'époque, de la ligne politique du Parti communiste français concernant les colonies. Selon certains, cette modification serait apparue après la rencontre Laval-Staline de mai 1935. Selon d'autres, plus avisés et plus retors, elle aurait été la conséquence de la ligne internationale issue des travaux du VIIe Congrès... Ce sont là des assertions malhonnêtes que contredit sans équivoque le contenu même des assises en cause.

L'aspect secondaire, présentant d'ailleurs un caractère principal non contesté pour les pays d'Asie et d'Afrique, de la discussion et des décisions du VIIe Congrès de l'Internationale Communiste concernant en fait les questions coloniales. Sans doute furent-elles examinées dans leur rapport avec la lutte mondiale contre le fascisme et contre la guerre d'agression impérialiste en préparation, mais ces circonstances ne conduisirent en rien l'Internationale à quelque abandon des luttes anti-impérialistes et anti-colonialistes menées en Asie et en Afrique.

Ce fait, que nous allons étayer de documents éloquents, souligne la grave responsabilité du Parti communiste français et singulièrement de son secrétaire général Maurice Thorez dans le changement fondamental de ligne vis-à-vis des luttes des peuples colonisés par l'impérialisme français. Ce changement consacra le reniement de l'engagement pris à Tours en décembre 1920 vis-à-vis des 21 conditions d'admission à l'Internationale communiste, en particulier vis-à-vis de la 8e condition : le Parti français abandonna en effet le mot d'ordre de lutte pour l'indépendance nationale des colonies et le remplaça par un programme réformiste sur lequel nous allons revenir. Dans son rapport d'ouverture, Dimitrov parla sans nulle ambiguité des luttes des peuples colonisés.

« *Du fait de la situation internationale et intérieure modifiées*, dit-il, *le problème du front unique anti-impérialiste acquiert une importance exceptionnelle dans tous les pays coloniaux et semi-coloniaux.*

En formant un vaste front unique anti-impérialiste de lutte dans les colonies et semi-colonies (2), *il est avant tout nécessaire de tenir compte de la variété des conditions où se déroule la lutte anti-impérialiste des masses, du degré variable de maturité du mouvement de libération nationale, du rôle qu'y joue le prolétariat et de l'influence du Parti communiste sur les grandes masses* ».

Et dimitrov présenta des analyses particulières concernant les situations de l'époque au Brésil, aux Indes et en Chine.

Ces trois analyses sont trop longues pour être publiées ici, mais nous devons en retenir que par delà des différences spécifiques dans la constitution des « FRONTS UNIQUES ANTI-IMPERIALISTES » au Brésil, en Indes et en Chine, elles débouchaient toutes non point sur l'abandon (même temporaire), mais au contraire sur la réaffirmation de l'objectif fondamental de l'indépendance nationale.

Dimitrov insistait d'ailleurs sur l'exemple remarquable fourni par le Parti et le peuple frère chinois.

« ... *Nous approuvons l'initiative de notre courageux Parti communiste frère de Chine dans son travail pour réaliser le plus vaste front unique anti-impérialiste contre l'impérialisme japonais et ses agents chinois avec toutes les forces organisées qui existent sur le territoire de la Chine et qui sont prêtes à mener réellement la lutte pour le salut de leur pays et de leur peuple...* ». Suivait un ardent salut fraternel du prolétariat mondial au peuple révolutionnaire chinois.

Au cours des débats généraux, nombre de délégués traitèrent des nécessaires luttes de révolution nationale des peuples des colonies contre leurs oppresseurs impérialistes respectifs.

Dans un rapport sur l'activité de l'exécutif de l'Internationale, Wilhelm Pieck montra le caractère exemplaire des résistances anti-impérialistes des peuples chinois, indochinois et chilien, et souligna l'importance de l'alliance paysans-ouvriers et de la réforme agraire. Le camarade Kang Sheng expliqua « *la longue marche* » des communistes chinois.

Mais quel document serait plus convaincant que celui qui devient force de loi à l'issue de tout Congrès authentiquement communiste : la résolution politique finale ? Voici donc un extrait du texte voté à l'issue de ses travaux par le VIIe Congrès de l'Internationale Communiste, sous le titre « *Contre la guerre et le fascisme : l'unité* » :

« *Devant la grave menace que présente le fascisme pour la classe ouvrière et pour toutes ses conquêtes, pour tous les travailleurs et leurs droits élémentaires, pour la paix et pour la liberté des peuples, le VIIe Congrès de l'Internationale Communiste déclare que la réalisation du front unique de la classe ouvrière est, à l'étape historique actuelle, la tâche principale, immédiate du mouvement ouvrier international...*

Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, la principale tâche des communistes est de travailler à la création d'un front populaire anti-impérialiste. Dans ce but, il faut entraîner les plus grandes masses dans le mouvement de libération nationale contre l'exploitation impérialiste croissante, contre l'asservissement, pour l'expulsion des impérialistes, pour l'indépendance du pays ; participer activement aux mouvements anti-impérialistes de masse dirigés par les nationaux-réformistes ; travailler à réaliser des actions communes sur la base d'une plate-forme anti-impérialiste concrète, avec les organisations nationales révolutionnaires et nationales réformistes... Le prolétariat des pays impérialistes, dans l'intérêt de sa lutte de libération, doit soutenir par tous les moyens la lutte libératrice des peuples coloniaux contre les envahisseurs impérialistes ».

Une fois de plus, la ligne de l'Internationale, ainsi tracée, votée par la délégation française, allait être interprétée et transposée en France... à la manière de Maurice Thorez. C'est-à-dire que dans son application concernant la lutte anti-impérialiste du peuple algérien, rien n'allait correspondre concrètement aux justes décisions du VIIe Congrès de l'Internationale Communiste.

(*à suivre*)

(1) Il y avait en tout 6 points à cet ordre du jour.

(2) L'expression « semi-colonie » désignait essentiellement la Chine.

CHARONNE :

LE PEUPLE DEBOUT CONTRE LE FASCISME

8 février 1962 : *Depuis huit ans déjà, le peuple algérien s'est emparé des armes et mène une lutte héroïque pour chasser l'oppresseur. Depuis huit ans, l'armée de la bourgeoisie française sème la terreur et le deuil d'un bout à l'autre de l'Algérie. Mais les bombes et le napalm n'ont jamais pu, ne pourront jamais, venir à bout d'un peuple déterminé à arracher son indépendance.*

La bourgeoisie française sent souffler le vent de sa défaite et, comme toujours en pareil cas, elle se tourne vers son recours suprême : le fascisme.

L'O.A.S., profondément implantée dans l'U.N.R., met l'Algérie à feu et à sang, mitraillant sauvagement des milliers de patriotes. A Paris, les plasticages se multiplient, les militants algériens sont traqués et abattus, les attentats se déchaînent contre les progressistes dont les voix s'élèvent pour dénoncer ces crimes : 18 attentats ont lieu dans la région parisienne dans la nuit du 17 au 18 janvier, 21 dans celle du 24 au 25, 10 dans la journée du 7 février.

La riposte du peuple, classe ouvrière en tête, est massive : le 8 février, deux millions de travailleurs se mettent en grève et descendent dans la rue pour crier leur solidarité au peuple algérien et leur haine du fascisme.

C'est alors que les assassins sont lâchés. Au moment où la manifestation se disperse, la police — à laquelle sont intimement mélangés des commandos terroristes O.A.S. — charge avec une violence inouïe, matraquant à bras raccourcis, assommant sadiquement les manifestants à coups de grilles et de barres de fer. Tous les témoins sont formels pour dénoncer la bestialité des charges et la volonté de tuer clairement affichée.

On relèvera 8 morts — dont le plus jeune, Daniel Féry, n'avait pas 16 ans — et 250 blessés dont des dizaines sont très grièvement atteints.

Le souvenir des morts de Charonne demeure vivant dans le cœur du peuple de France, comme demeure intacte sa haine du fascisme.

Il nous rappelle, après tant d'autres leçons sanglantes de notre histoire, que la classe bourgeoise n'hésite jamais à employer tout l'arsenal de violence dont elle dispose lorsque ses intérêts vitaux sont menacés. Quand la bourgeoisie n'hésite pas à tuer, comment peut-il y en avoir qui osent prétendre que c'est par des bulletins de vote que l'on peut venir à bout de cette violence déchaînée ? « A la violence réactionnaire, il faut répondre par la violence révolutionnaire » (Mao Tsé toung).

— o —

Note : Roger Frey, ministre de l'Intérieur à l'époque, — toujours ministre aujourd'hui et organisateur des S.A.C. — a d'abord tenté de rejeter sur les manifestants la responsabilité de ces meurtres. Il n'a pu tenir longtemps cette position et il a dû accepter l'ouverture d'un procès contre ses propres flics... lequel s'est terminé par un non-lieu et l'acquittement de tous les inculpés.

En poursuivant son agression en Asie

L'IMPERIALISME U. S. A CREUSE SA TOMBE

Dans son « message sur l'état du monde », une fois de plus, Nixon, croyant pouvoir duper l'opinion publique américaine et mondiale, a beaucoup parlé de « paix », mais les peuples savent par expérience ce que ce mot signifie dans sa bouche. Afin de justifier la poursuite de l'agression dans le Sud-Est asiatique, il en a rejeté la responsabilité sur les patriotes indochinois, déclarant que l'agression se poursuivrait tant qu'ils n'accepteront pas les conditions posées par l'impérialisme yankee.

Mais comment accepter l'inacceptable ? Comment les patriotes vietnamiens pourraient-ils accepter un soi-disant plan de paix ne visant qu'à la poursuite de l'agression américaine, de la « vietnamisation » de la guerre ?

Si Nixon voulait la paix, rien ne serait plus simple : les sept points du G.R.P. sont les seules conditions d'une paix réelle.

Mais Nixon est le représentant de l'impérialisme U.S. et sa logique c'est l'agression, toujours plus loin dans l'agression et cela jusqu'à sa défaite totale.

Récemment encore, le nombre des bombardiers américains stationnés dans la région a augmenté et des porte-avions ont été envoyés dans le golfe du Tonkin.

Nixon poursuit activement sa politique de « vietnamisation », sa politique consistant à faire combattre les Asiatiques par des Asiatiques. Dans toute cette région du monde c'est la même politique qui est à l'œuvre.

Et pour cela, l'impérialisme américain a confié au militarisme japonais un rôle important. La rencontre Nixon - Sato du mois de janvier dernier a constitué une étape importante dans le sens de la relève de l'impérialisme U.S. par le militarisme nippon en Asie. La pénétration du militarisme japonais s'y renforce, ses investissements s'y développent considérablement, ses liens avec les cliques fantoches s'y resserrent.

Mais si la logique de l'impérialisme c'est l'agression, celle des peuples c'est la lutte pour l'indépendance, contre l'agression. Du Vietnam à la Thaïlande, les peuples en armes portent des coups fatals à l'impérialisme U.S. et à ses fantoches. Inexorablement, l'heure de sa défaite se rapproche.

La défaite de l'impérialisme américain dans son agression contre les vaillants peuples vietnamien, lao et khmer, apparait maintenant clairement aux yeux de tous, comme irrémédiable.

Sur tous les théâtres d'opérations contre l'ennemi, sur tous les plans militaires, politiques, diplomatiques, les forces populaires ont l'offensive, lançant des attaques de plus en plus puissantes. La volonté de fer des trois peuples indochinois de « combattre pour que les yankees déguerpissent et que les fantoches croûlent » est inébranlable.

Que ce soit au Vietnam où les GI's et les troupes saïgonnaises se terrent dans leurs bases comme des renards pris au piège, que ce soit au Laos où la magnifique victoire de la plaine des Jarres a été le prélude à de nouveaux et rudes coups pour l'impérialisme yankee et ses fantoches, que ce soit au Cambodge où la sinistre clique Lon Nol-Sirik Matak cherche désespérément à desserrer l'étau de fer qui entoure Phnom Penh tandis que le Gouvernement Royal d'Union Nationale administre la quasi-totalité du pays, partout l'ennemi est en déroute. Partout les forces de libération populaires se sont jetées à l'attaque sur tous les fronts, infligeant des défaites cinglantes et de lourdes pertes aux agresseurs américains et à leurs laquais.

Voilà pourquoi Nixon se jette à corps perdu dans un nouveau « plan de guerre » en utilisant massivement ses bombardiers et ses bases d'agression stationnées en Thaïlande et les fantoches thaïlandais que lui fournit complaisamment le régime réactionnaire de Bangkok. Celui-ci vient de conclure avec ses compères de Phnom Penh un accord lui donnant le droit d'envoyer ses troupes au Cambodge pour donner « la chasse aux traces chaudes », c'est-à-dire aux forces de libération populaires du Cambodge.

Mais en recourant à cette nouvelle agression contre les peuples indochinois, Nixon n'a pas eu le temps de se frotter les mains de satisfaction. Ils croyaient faire reculer les héroïques patriotes indochinois. Mais, comme d'habitude, c'est le contraire qui se passe ! Le peuple thaïlandais, depuis longtemps dressé contre ses oppresseurs, a resserré son unité de combat avec les peuples frères vietnamien, lao et khmer, contre l'ennemi commun.

C'est ainsi qu'au moment même où les pirates américains bombardaient le territoire de la République Démocratique du Vietnam, les forces patriotiques thaïlandaises déclenchaient une vigoureuse attaque contre la plus grande base américaine en Thaïlande, Utapao.

Plus Nixon cherche à envoyer des troupes mercenaires thaïlandaises agresser les peuples lao et khmer et plus grandit et se renforce la lutte populaire du peuple thaïlandais. Un nouveau piège s'est ainsi refermé sur les assassins yankees.

Fidèle à l'esprit de la déclaration commune de la conférence au sommet des peuples indochinois, les peuples frères du Vietnam, du Laos, du Cambodge et de Thaïlande sont résolus à combattre côte à côte dans leur ferme détermination commune de vaincre complètement les agresseurs américains et leurs laquais, et de libérer l'ensemble de l'Indochine.

La conférence au sommet des peuples indochinois s'est déroulée le 25 avril 1970, affirmant l'unité de combat des trois peuples contre l'impérialisme américain, ennemi n° 1 des peuples du monde. De gauche à droite : Samdech Norodom Sihanouk, le président Nguyen Huu Tho, le premier ministre Pham Van Dong, le prince Souphanouvong.

UNE IMPORTANTE PROPOSITION POUR L'UNIFICATION PACIFIQUE DE LA CORÉE

(Principaux extraits d'un éditorial du journal chinois, « le Quotidien du Peuple » paru le 29 janvier.)

Dans une interview qu'il a accordée le 10 janvier 1972 à des correspondants japonais, le camarade Kim Il Sung, chef de l'Etat et président du Conseil des ministres de la République populaire démocratique de Corée, a formulé une importante proposition pour promouvoir l'unification pacifique de la Corée. Celle-ci préconise la conclusion d'un traité de paix entre les deux parties de la Corée, une forte réduction de leurs forces armées à condition que les troupes d'agression américaines soient retirées de la Corée du Sud, ainsi que des consultations politiques entre les deux parties, destinées à renforcer les contacts et liaisons entre le Nord et le Sud et à résoudre la question de l'unification de la patrie. Cette proposition traduit les profondes aspirations des 40 millions de Coréens et revêt une grande signification pour la réalisation de l'unification pacifique de la Corée, la détente dans la péninsule coréenne et le maintien de la paix en Asie.

Si l'unification pacifique de la Corée n'a pu être réalisée, et si la tension dans la péninsule n'a pu disparaître, c'est uniquement en raison de la politique d'agression de l'impérialisme U.S. contre la Corée. Après l'armistice en juillet 53, il n'a jamais retiré complètement ses troupes d'agression de la Corée du Sud, faisant ainsi de celle-ci sa base militaire et sa colonie. Il soutient par mille et un moyens la clique fantoche de la Corée du Sud et renforce sa puissance militaire. Il incite sans discontinuer à des provocations armées contre la R.P.D.C. dans l'espoir d'entraver et de saboter l'unification pacifique du pays. Ces agissements de l'impérialisme américain vont entièrement à l'encontre des aspirations nationales et des intérêts fondamentaux du peuple coréen, et constituent une menace sérieuse à la paix et à la sécurité en Asie. Ils se heurtent donc à l'opposition résolue du peuple coréen et à la condamnation sévère des peuples du monde.

Grâce aux efforts du Gouvernement de la R.P.D.C., les multiples obstacles dressés par la clique U.S.-Park Chung Hi ont été surmontés et des pourparlers préparatoires ont pu avoir lieu entre les organisations de la Croix-Rouge de la Corée du Nord et du Sud, ce qui a créé une atmosphère favorable à la promotion de l'unification pacifique du pays. Mais l'impérialisme américain et ses laquais craignent à l'extrême l'énorme influence des efforts déployés par la R.P.D.C. en faveur de la paix. Ils sont allés jusqu'à inventer une « menace d'agression du Nord envers le Sud » ; ils ont proclamé l' « état d'urgence » en Corée du Sud, afin de réprimer et de persécuter avec frénésie la population sud-coréenne qui aspire vivement à la réalisation de l'unification pacifique de la patrie. Ces crimes ont suscité une opposition encore plus énergique de la population sud-coréenne.

La proposition de paix formulée par le camarade Kim Il Sung indique une voie juste menant à l'unification pacifique de la Corée. L'impérialisme américain doit retirer de la Corée du Sud la totalité de ses troupes d'agression et cesser totalement d'intervenir dans les affaires intérieures de la Corée. L'unification pacifique de la Corée procède des affaires intérieures de la nation coréenne et doit être réglée par le peuple coréen lui-même. La clique de Park Chung Hi, si elle refuse sans raison valable cette proposition de paix, se révèlera totalement comme l'ennemi de la cause de l'unification pacifique de la Corée et des intérêts de la nation coréenne.

La volonté du peuple coréen d'unifier sa patrie par voie pacifique est inébranlable. Quels que soient l'obstruction et le sabotage auxquels ils pourraient se livrer, l'impérialisme américain et la clique fantoche de la Corée du Sud ne sauraient empêcher la cause sacrée de l'unification pacifique de la Corée de remporter la victoire finale.

CHANTS ET DANSES DE COREE

Première tournée à Paris de l'Ensemble Officiel de la République Populaire Démocratique de Corée, théâtre Mansoudai de Pyongyang.

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES

15 avenue Montaigne - Paris-8e

Tél. : BAL. 29-64 - ELY 36-86

Prix : de 7 à 40 francs

du 17 février au 5 mars

Directeur de publication : Suzanne MARTY — C.P.P.P. N° 47291 — Distribution N.M.P.P. — Imprimerie N.P.P., 56, rue des Haies - PARIS (20e) — Dépôt légal : 1er trimestre 1972